

Congrès FCPE-Paris - 28 et 29 mars 2008

Motion d'orientation générale

L'élection présidentielle de mai 2007 a ouvert une nouvelle période politique. Nous sommes entrés, au nom de la nécessaire modernisation à l'heure de la mondialisation, dans l'ère de la contre-réforme, dans tous les domaines de la société. L'Éducation nationale n'y échappe pas.

Les annonces du ministre - sans concertation avec les fédérations de parents d'élèves, ni même avec les syndicats enseignants, donnent clairement la mesure et le sens de cette politique :

- ?? La suppression progressive de la sectorisation (dite carte scolaire) ;
- ?? La suppression sèche des cours du samedi matin à l'école avec une perte de deux heures d'enseignement par semaine (72 heures par an) ;
- ?? La réforme de l'école primaire, niant tous les progrès accomplis depuis Jules Ferry, ramenant l'enfant à un rôle passif de récepteur, qui doit se taire, apprendre et réciter ;
- ?? L'externalisation du soutien scolaire hors de la classe, de l'école ;
- ?? La suppression de 11200 postes d'enseignants à la rentrée 2008, s'ajoutant aux coupes claires précédentes, et l'introduction massive d'heures supplémentaires fragilisant la qualité des enseignements ;
- ?? La généralisation du baccalauréat professionnel en trois ans au détriment des élèves ayant besoin de temps (BEP 2 ans, bac pro 4 ans) ;
- ?? La fin annoncée du collège unique : quand on veut tuer son chien...

Toutes ces mesures annoncent une refonte complète du système, dans la seule perspective de mieux répondre aux besoins de l'économie – dont l'un des objectifs est la diminution des dépenses publiques d'éducation. Une orientation qui réduit à néant toute ambition éducative pour les jeunes de ce pays.

La réforme de l'école primaire. Les « fondamentaux » : retour à un enseignement fondé sur les automatismes, la répétition, la restitution au lieu de la compréhension, du sens. Et, en contre-partie, des exigences trop précoces et l'abandon des cycles. Conséquence prévisible : l'aggravation des difficultés pour ceux qui n'auront pas les outils culturels pour s'adapter.

La morale : la terminologie n'est pas neutre. Remplacer l'éducation civique par la morale, aux relents de III^e République, est lourd de sens : il s'agit de former des élèves dociles, soumis, récitant par cœur des formules plus ou moins vides de sens, et surtout pas d'éduquer, d'apprendre le respect de l'autre, de donner du sens aux apprentissages, de développer le raisonnement, l'esprit critique, dans une perspective émancipatrice.

La maternelle : réduite à la préparation de l'école élémentaire, menacée comme école accueillant, socialisant les petits (apprendre à vivre ensemble), qui sont d'abord des enfants avant de devenir élèves.

L'objectif est clair : c'est le service minimum pour l'école puis le collège avec le socle commun, dans une conception utilitariste de minimum culturel. Les élèves seront évalués à cette aune et les résultats des écoles rendus publics pour que les parents, réduits à des consommateurs, fassent jouer la concurrence...

Un miroir aux alouettes pour les parents : la fameuse liberté de choix d'une école ou d'un collège. En réalité, ce sont les chefs d'établissements qui sélectionneront leurs élèves, enfin certains, les autres prendront les élèves qui n'auront pas été élus !

Autre pilier de cette contre-réforme, **l'externalisation du soutien scolaire**, stigmatisant les jeunes et culpabilisant leurs parents - à travers les programmes ou contrats de réussite éducative et les « 2 heures supplémentaires » ou encore les stages de remise à niveau, fait déjà le bonheur des marchands de formation, de soutien, d'accompagnement.

La réforme du bac pro sans évaluation pédagogique de l'expérimentation va laisser combien de jeunes sur le bord de la route ? Ceux qui ont des difficultés sociales et scolaires. Combien sortiront sans qualification alors qu'ils peuvent aujourd'hui réussir un BEP puis un bac pro en 4 ans ?

Cette politique, contrairement à l'objectif affiché, aggravera l'échec scolaire et l'augmentation des sorties du système sans qualification. Ce qui se dessine, bien au-delà des inégalités actuelles, c'est la remise en cause de l'école commune, du collège unique, c'est un système très sélectif, une école exigeante, de qualité pour une élite au besoin élargie, une école minimaliste pour les autres.

Nous avons la responsabilité, en tant que FCPE, non seulement de dénoncer cette politique, mais surtout d'y opposer notre projet d'une école pour tous, d'une école de la transmission des connaissances, des savoirs à tous, une école qui aide à se construire, qui donne les moyens de penser (l'esprit critique), les outils pour agir dans un monde complexe, une école solidaire, une école de l'émancipation.

La FCPE-Paris appelle les adhérents à débattre des projets gouvernementaux avec les parents d'élèves et avec les enseignants, les personnels et les jeunes lycéens. Il nous faut expliquer et convaincre des dangers de ces réformes rétrogrades.

La FCPE-Paris appelle donc les parents d'élèves à se mobiliser. Contre les suppressions d'heures hebdomadaires (DHG) et leur remplacement partiel par des heures supplémentaires. Contre la fragilisation des réseaux d'aide, contre le manque d'EVS ou d'AVS, pour le remplacement des enseignants absents...

Pour la FCPE-Paris, c'est à la fois dans les débats et dans l'action que se dessinera l'alternative pour un système éducatif permettant, outre l'égalité d'accès de l'école à l'université, la **démocratisation de la réussite**.

Face à la contre-réforme en marche, la seule solution, c'est la mobilisation. La mobilisation pour l'excellence du service public d'éducation nationale.

La politique agressive du gouvernement nous impose de relever le défi ! Nous sommes engagés dans une bataille politique, idéologique, qui s'inscrit dans la durée. C'est la condition même du succès des actions immédiates et de la redéfinition d'un projet éducatif novateur, digne du 21^e siècle, en rupture aussi bien avec les logiques élitistes y compris la méritocratie républicaine qu'avec les logiques de rafistolage du système tel qu'il est aujourd'hui.

L'action pour une autre école implique à la fois des clarifications sur les finalités et les missions de l'école, le contenu des enseignements, la réflexion sur les pratiques pédagogiques incluant la place des jeunes dans les processus d'apprentissage. Sans oublier la place des parents à l'école.